

Article : « Russie/Europe quel avenir ? »

Auteur : Jean-Pierre ARRIGNON, Délégué de l'ASAF

Source : Revue politique et parlementaire

<http://www.revuepolitique.fr>

Diffusé par : ASAF (<http://www.asafrance.fr>)

« Russie/Europe quel avenir ? »

Parvenu au poste de Secrétaire Général du PCUS, en mars 1985. Mikhaïl Sergeevič Gorbačev, confronté à des difficultés économiques majeures, opte pour une approche critique courageuse : à l'intérieur c'est la Glasnost et la Perestroïka et à l'extérieur : la Nouvelle Pensée.

Adoptée en février 1986 lors du XXVII^e Congrès du PCUS, la *Nouvelle Pensée* définit une approche nouvelle des relations internationales qui met en avant l'interdépendance des problèmes qui touchent la planète et la nécessité de désidéologiser les relations internationales. C'est dans ce contexte nouveau que va se définir le concept de « Maison commune européenne ».

Cette image appelle l'idée d'une communauté naturelle de destin entre l'URSS et l'Europe occidentale. Il s'agit tout d'abord de découpler l'Europe des Etats-Unis, mais plus encore d'inciter les Européens au dialogue et d'y trouver des alliés car l'IDS (système de détection d'intrusion) suscite des réticences fortes parmi les Européens.

En 1986/87 François Mitterrand, Margareth Thatcher et Helmut Kohl sont très prudents face à cette Maison commune européenne (MCE) ; seul Hans Dietrich Gensher y voit un « *facteur décisif pour la réunification allemande* », mais il est isolé.

1988 Naissance du concept de la Maison Commune européenne

Suite aux déclarations de M.S. **Gorbačev** à Prague en 1987, à Belgrade en 1988, puis à Strasbourg en 1989, le concept se précise sur la forme d'une maison à 4 étages où les voisins cohabiteraient en toute harmonie.

La **fondation** de cette maison serait constituée par les mesures géopolitiques et territoriales entérinées lors de la conférence d'Helsinki de 1975.

Le **premier étage** serait consacré aux mesures de sécurité collective et de désarmement nucléaire, chimique et conventionnel.

Le **second étage** serait occupé par la résolution pacifique des conflits. Les **troisième et quatrième étages** seraient vouées à la coopération économique et commerciale paneuropéenne qui s'efforceraient à terme, de promouvoir une véritable communauté culturelle entre les nations européennes et de dépasser les ruptures nées de la Guerre froide.

De ce concept, M.S. Gorbačev attend l'émergence de relations nouvelles et apaisées avec les démocraties populaires, relations fondées sur la confiance et non plus sur la force. Dans cette Maison commune, les démocraties populaires aux côtés de l'URSS pourraient incarner le socialisme à visage humain, respectueux du renoncement à la force et reconnaissant la liberté de choix (Déclaration de M.S. Gorbačev à l'ONU le 7 décembre 1988).

Vis-à-vis de l'Europe, M.S. Gorbačev espère le rapprochement entre les pays du COMECON et ceux de l'Europe communautaire. En mars 1988, il appelle à ce rapprochement en soulignant l'appartenance de la Russie à l'Europe. Au printemps de 1988, la Maison Commune Européenne ne vise plus à déstabiliser les relations entre les Etats-Unis et l'Europe, mais à établir un véritable partenariat entre l'Europe et l'URSS sur la base d'un compromis respectueux des Etats. C'est dans le cadre de ce partenariat que la réunification de l'Allemagne, perçue comme légitime par M.S. Gorbačev, pourra se faire dans un mouvement fondamental de « retour vers l'Europe ». Ce concept évolue encore dans son discours à l'ONU du 7 décembre 1988 : le rapprochement des deux Europes se ferait non plus dans le respect des valeurs des uns et des autres, mais dans l'adhésion commune au respect des libertés, des droits de l'homme et du pluralisme politique.

La Maison commune européenne est comme la maison d'une civilisation vers laquelle il faut revenir, ce que confirme le programme du PCUS de juillet 1991 lequel abandonne la lutte des classes et le monopole de la classe ouvrière, reconnaissant la nécessité d'installer une forme d'économie de marché et se réclamant des valeurs humanistes !

Dans ce contexte, la Maison commune européenne prend une valeur idéologique nouvelle : l'URSS se place vers le socialisme humaniste social démocrate !

Echec du Projet de Maison Commune européenne

A partir de 1988, les leaders occidentaux s'intéressent au projet. François Mitterrand signe tout une série d'accord avec l'URSS en 1989. Pour lui, c'est participer à la construction d'une unité paneuropéenne qu'il juge naturelle et légitime. Il va même jusqu'à proposer une Confédération européenne dont il présente les grandes lignes le 31 décembre 1989 : « *La confédération devra réunir tous les Etats appartenant à notre continent dans une organisation commune et permanente d'échanges, de paix et de sécurité* ». Dans cette confédération, l'URSS rénovée à toute sa place comme le montre la signature des traités sur la réduction des armes conventionnelles en Europe et la signature de la Charte pour une nouvelle Europe.

Ces idées vont échouer car les démocraties populaires ; elles rompent avec l'URSS et le socialisme, entrent dans l'OTAN ; l'Allemagne sera réunifiée le 17 juillet 1990 sans que les projets de Maison commune européenne et de Confédération n'aient avancé. L'implosion brutale de l'URSS, le 8 décembre 1991 et les virulentes critiques de la diplomatie américaine font échouer et la Maison Commune européenne et la Confédération européenne.

Pourtant encore en 1990, **Boris Eltsine** veut couper le lien avec le socialisme et faire de la Russie un pays européen et démocratique à travers l'ouverture des relations vers l'Occident et l'accession à une économie de marché. Mais le pays depuis 1988 est touché par une crise économique catastrophique et un trouble identitaire profond. De plus, Boris Eltsine pense que les Américains cherchent à « maîtriser » leurs anciens territoires (intégration dans l'OTAN) et condamne leur intervention en Tchétchénie en 1994. Boris Eltsine abandonne alors la

stratégie pro-occidentale, se ferme aux discours avec l'Europe et les Etats-Unis et se tourne vers la Chine (1996 création de l'Organisation de Coopération de Shanghaï (OCS).

Avec l'arrivée au pouvoir de **Vladimir Poutine** (1999), la Russie essaie de s'entendre avec les Etats-Unis et s'affirme européenne : le 10 février 2003, la France, l'Allemagne et la Russie déclaraient que « *l'axe Paris-Berlin-Moscou incarnait l'axe de la paix* ». La mise en place d'un partenariat stratégique entre l'Union européenne et la Russie autour d'un axe Paris-Berlin-Moscou semble permettre à l'Europe de résoudre les grands défis du XXI^e s. Cette nouvelle donne portée en France par Jacques Chirac et Dominique de Villepin, en Allemagne par H-D Genscher et à Moscou par V.V. Poutine a immédiatement suscité une violente attaque des Etats-Unis. Dans le New York Times, Thomas L. Friedman écrit : « *Il est temps pour les Américains de s'en rendre compte : la France n'est pas seulement notre alliée agaçante, la France devient notre ennemie* ». Cette incroyable agressivité annonce l'échec de l'axe Paris-Berlin-Moscou. Cette incroyable agressivité s'explique par la deuxième guerre du Golfe qui commence le 20 mars 2003 aussi les Etats-Unis vont peser de tout leur poids pour faire échouer cette tentative de créer une Europe libre, souveraine et unie. Une ultime chance de renouer le dialogue entre la Russie et les Etats-Unis a été offerte par les événements du 11 septembre 2001. La Russie est le premier pays à soutenir les Etats-Unis et à ouvrir les aéroports de la route de la soie, bien que la Russie fût indignée par l'attaque de l'Irak sans l'accord de l'ONU et par le projet de pipe-line Bakou-Tbilissi-Ceyhan pour se passer des oléoducs russes. Avec l'Europe les relations se tendent avec l'élargissement progressif de l'Union européenne : les révolutions de couleur pro-occidentale en Géorgie (révolution des roses 2003) et Ukraine (révolution orange 2004) exaspèrent la Russie ; c'est l'époque de la paix froide qui conduit à la guerre de Géorgie (2008) et la reconnaissance par la Russie de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud.

Quel avenir actuellement pour la Russie et l'Europe

Pour être précis et clair, il faut se rapporter à l'opinion de V.V. Poutine, exprimée dans son discours de Valdaï (24 octobre 2014. V.V. Poutine fait un constat : » la politique mondiale aujourd'hui est avant tout une question de leadership économique, de guerre et de paix avec une dimension humanitaire incluant les droits de l'homme. Aujourd'hui, le monde est plein de contradictions que les organisations internationales et régionales de coopération politique, économique et culturelle ont de plus en plus de mal à gérer.

La guerre froide a bien pris fin en 1991, mais sans traité de paix. Les Etats-Unis se sont proclamés victorieux et la notion de « souveraineté nationale est devenue une valeur relative » dans un monde unipolaire.

« Certains disent que la Russie tournerait le dos à l'Europe et rechercherait de nouveaux partenaires commerciaux, surtout en Asie... Permettez-moi de dire que ce n'est absolument pas le cas. Notre politique active dans la région Asie/pacifique n'a pas commencé hier et elle continuera...

Avec l'Europe, V. V. Poutine explique « *Nous avons eu des discussions sur tous les sujets liés l'association de l'Ukraine avec l'Union européenne, des discussions persistantes, mais je tiens à souligner que notre action a été menée d'une manière tout à fait civilisée, en indiquant des problèmes possibles et en soulignant les raisonnements et les arguments évidents. Mais personne ne voulait nous écouter et personne ne voulait discuter ; ils nous ont simplement dit « ce ne sont pas vos affaires, point. Fin de la discussion ».*

« Au lieu du dialogue global civilisé que nous proposons, ils en sont venus à un renversement de gouvernement ; ils ont plongé le pays dans le chaos, dans l'effondrement économique et social, dans une guerre civile avec des pertes considérables ».

V.V. Poutine poursuit : « Nous aurions également accueilli favorablement l'initiation d'un dialogue concret entre l'Eurasie et l'Union européenne. Ils nous ont presque catégoriquement refusé cela et il est difficile d'en comprendre les raisons. J'ai maintes fois proposé d'engager un dialogue sur la nécessité de créer un espace commun pour la coopération économique et humanitaire s'étendant de l'Atlantique jusqu'à l'Océan pacifique.

La Russie a fait son choix. Nous avons un agenda pacifique et positif tourné vers l'intégration. Nous travaillons activement avec nos collègues de l'Union économique eurasiennne de l'Organisation de Shangaï (OCS), des BRICS et avec d'autres partenaires ». L'Union européenne n'est pas évoquée ! Le dialogue est bien rompu.

Pour renouer le dialogue avec la Russie, l'Europe doit prendre des initiatives et faire les premiers pas pour effacer l'humiliation produite par le « *ce ne sont pas vos affaires* ». Toutefois, auparavant, il est indispensable de reconstruire une Union européenne rassemblée, homogène et unie.

Aujourd'hui, l'Union européenne est perçue comme un assemblage de deux blocs : **l'un, otanien et atlantiste**, composé par les ex-républiques soviétiques, notamment les Pays baltes et la Pologne qui tiennent des propos non seulement violemment anti-russes, comme ceux de Madame Dolia Grybauskaite et tolèrent des manifestations à caractère nazi (cf. Riga et Ukraine). Certes l'Union européenne s'est abstenue lors du vote à l'ONU sur la résolution sur « la lutte contre la glorification du nazisme », mais cette attitude européenne de complaisance vis-à-vis de cette idéologie a suscité en Russie une véritable indignation et constitue un vrai blocage pour le renouveau au dialogue.

L'autre groupe est formé du bloc français, italien, espagnol, grec dont la plupart des chefs d'état se déclarent en faveur de la reprise du dialogue avec Moscou. **Quant à l'Allemagne** dont le rôle pourrait être essentiel, elle a perdu en Russie une grande part de son crédit. Angela Merkel est considérée comme trop liée aux Pays baltes et aux États-Unis.

Aujourd'hui, la porte d'entrée de la Russie vers l'Europe est la France. C'est François Hollande qui a renoué seul le contact avec V.V. Poutine lors de son escale à Šeremetevo à son retour du Kazakhstan (5-6 décembre 2014). Cette initiative a été appréciée à Moscou ce qui justifie la grande compréhension de la Russie devant la non-livraison des Mistral.

2015 une année difficile

Les relations entre la Russie et l'Union européenne ont connu des moments difficiles tout au long de cette année. Trois gros dossiers sont venus perturber ces relations déjà tendues : l'annulation de la vente des deux Mistral, le renforcement des sanctions et l'affaire ukrainienne, enfin l'affaire syrienne et la lutte contre Daech.

La situation en Ukraine a conduit le Président français, François Hollande a estimé le 7 septembre 2014 que « *les conditions n'étaient pas réunies pour la livraison des deux bâtiments* ». Dès lors, des négociations ont été engagées entre les deux États pour trouver une solution sans qu'aucun des pays ne perde la face. La vente prévue par le contrat signé en 2011 est annulée le 30 septembre 2015. La Russie reçoit le remboursement de ses versements,

soit 949,7 millions d'euros ainsi que l'assurance que la vente des deux bâtiments sera négociée avec l'Egypte laquelle s'engage à équiper les bâtiments avec le matériel russe, notamment les hélicoptères. Ainsi, les deux Etats ont veillé à ne pas instrumentaliser cette affaire pour en faire un conflit récurrent : la Russie n'était pas attachée à recevoir ces Mistral qui ne s'intégraient pas facilement dans la stratégie maritime du pays ; la France n'était pas pénalisée. La France et la Russie sauvaient ainsi leurs relations particulières.

En revanche, la crise ukrainienne (2013-2014) et les sanctions qui en ont découlé et qui viennent d'être prolongées pour 6 mois, sont encore des sujets de tension entre l'Union européenne et la Russie. En effet, tout au long de l'année 2014 les sanctions n'ont cessé d'être allongées : Les agences de notation se voient interdire la publication de leurs analyses concernant les banques russes afin de limiter les investissements directs extérieurs (les IDE) dans le pays ; la Russie vient de lancer sa propre agence de notation AKRA (Agence de Notation et d'Analyse de crédit) pour pallier la chute importante des IDE et aider les investisseurs locaux en rouble. Emmanuel Quidet, Président de la CCI France-Russie) constate pourtant que les entreprises françaises n'ont pas quitté la Russie malgré la crise et qu'elles continuent à investir, ce qui le conduit à être optimiste pour le développement du pays.

Ces sanctions ont néanmoins contribué à la réduction économique de 3,9% pour 2015. En 10 mois, le PIB russe a baissé de 3,8%. Toutefois, le ministre russe du développement économique a annoncé la fin de la récession économique. L'inflation a été réduite en 2015 à 12,7% et continuera de baisser en 2016. L'endettement de la Russie est très faible 20,4% du PIB en 2015 à comparer avec Les 350% de la dette publique américaine ! Pour 2016, le gouvernement russe prévoit un déficit budgétaire de 3%. Tous ces éléments ont conduit les économistes du FMI a donné une image positive de l'économie russe qui doit bien sûr continuer sa restructuration notamment dans le domaine bancaire. Quant aux sanctions, aujourd'hui les membres de l'Union européenne sont de plus en plus conscients que ces sanctions et contre sanctions qui affectent plus l'économie de l'Union que celle de la Russie, n'ont en rien pesé sur l'application des accords de Minsk 2. Ainsi, de plus en plus d'Allemands, d'Italiens et de Français demandent clairement de mettre un terme à ces sanctions. C'est toute l'action que mène en ce sens le député Thierry Mariani. Enfin, ces sanctions poussent la Russie à se tourner vers d'autres horizons, notamment en Extrême-Orient, et à s'éloigner de l'Union européenne. Par exemple, la Russie acquitte 10% du budget du Conseil européen, participation qui sera réexaminée en janvier 2016 ; le prolongement des sanctions jusqu'en juin 2016, risque de conduire au désengagement de la Russie.

Enfin, la montée en puissance de l'Etat islamique (DAECH) et la crise syrienne ont vu la Russie s'investir dans le règlement de ces conflits. L'intervention de la Russie a profondément changé la donne politique du règlement politique des conflits dans cette région. Il est clair que l'intervention russe en Syrie contre Daesh et al-Nosra a fait évoluer rapidement la situation.

Sur le plan militaire, la Russie a mené plus de 2 000 vols et détruits plus de 3 000 sites terroristes. Au cours de ces interventions, un de leur bombardier a été détruit en vol par un chasseur turc. Les « boîtes noires » seront examinées en fin d'année par une commission regroupant des experts de 14 pays.

Quoiqu'il en soit, l'intervention de la Russie en Syrie a poussé les Etats Unis d'Amérique à reprendre contact avec la Russie et c'est le projet russo-américain qui sera examiné au Conseil de Sécurité de l'ONU. La Russie a bien retrouvé sa place sur la scène politique internationale. Bien sûr, reste la situation ukrainienne, mais aujourd'hui, tous les observateurs, et ceux de

l'OSCE notamment, s'accordent à reconnaître que le non respect de l'application des accords de Minsk 2, notamment, le volet politique, est principalement dû au gouvernement ukrainien. La dramatique situation économique de l'Ukraine au bord du défaut de paiement pousse ce dernier plus à instrumentaliser la crise pour s'assurer le soutien de l'Union européenne, qu'à conduire une négociation politique pour sortir de la crise. Toutefois cette attitude commence à être prise en compte par les pays de l'Union européenne désireux de renouer le contact économique avec la Russie.

En conclusion, la relation entre l'Union européenne et la Russie est une question majeure pour le devenir de la construction de l'Union européenne et de la Fédération de Russie. Pourtant il faut reconnaître que Tant que l'Union européenne ne sera pas reconstituée autour d'un projet commun, solide et cohérent, il y a peu de chance pour qu'un dialogue constructif avec la Russie se développe.

D'autre part, il est essentiel d'identifier clairement et séparément, l'Union européenne et l'OTAN. Vu de Moscou, il y a souvent confusion entre l'Union européenne et l'Otan. Les Russes n'ont pas oublié que tous les pays membres de l'URSS sont d'abord entrés dans l'OTAN avant d'entrer dans l'Union européenne ! Il est urgent de lever toute confusion entre les deux structures. Il est de même urgent de se débarrasser de la « russophobie » ambiante, en particulier dans les médias. Il faut saluer en ce sens les initiatives de la nouvelle équipe européenne autour de M. Junker, de Donald Tusk et de Federica Mogherini. L'Europe doit comprendre que son rayonnement économique, politique et culturel passe par le retour d'un dialogue constructif avec la Russie.

Jean-Pierre ARRIGNON
Délégué de l'ASAF